



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 29 juillet 2013
Numéro 389

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Egypte: course-poursuite entre les solutions sécuritaires et politiques

An Nahar (proche du 14-Mars)

La prorogation pour Kahwaji aujourd'hui et l'Etat se dirige vers la Békaa. Destruction du haschisch et organisation de la concurrence économique des Syriens

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Le Liban trop exigü pour les Syriens

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

La prorogation pour Kahwaji tranchée

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

La prorogation du mandat de Kahwaji, le cadeau de l'armée pour sa fête

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

L'Egypte n'en finit plus de se barricader

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

Qardaoui incite au Jihad en Egypte. Appels pour le retrait de sa nationalité

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Egypte: une tentative de solution européenne fait face à des obstacles

L'événement

Importants succès de l'armée syrienne dans la ville de Homs

L'armée syrienne a repris, dimanche, Khaldiyyé, principal bastion rebelle à Homs, et progresse vers les quartiers de Bab Houd, Bab Dreib et Jourat al-Chiyyah, encore sous contrôle de l'opposition armée. Samedi, l'armée avait occupé la mosquée Khaled Ibn al-Walid, transformée en QG rebelle, et des soldats y avaient planté un drapeau syrien en signe de victoire. La télévision d'État syrienne a annoncé, lundi, que l'armée contrôle la «totalité» du secteur et montré des images d'immeubles effondrés, de décombres jonchant les rues et de corps de rebelles.

Les prochaines cibles de l'armée syrienne sont les localités de Rastan et Talbissé, les deux derniers fiefs rebelles, plus au Nord.

La chute de Homs et de ces deux grandes bourgades ouvre la voie à la reconquête totale de l'ensemble de la province et donne au régime un avantage stratégique de taille. Homs commande en effet l'accès à cinq provinces syriennes et son contrôle permet au régime de sécuriser une vaste région s'étendant de la côte méditerranéenne, au Nord-Ouest, à Daraa au sud, en passant par Damas. En affermissant son contrôle sur la région centrale, l'armée isole les forces rebelles postées autour de Damas, qui seront pratiquement privées de renforts. Ce qui lui facilitera énormément la tâche de la reconquête des banlieues de la capitale et la mettra définitivement à l'abri de toute menace sérieuse.

Viendra, dans le même temps, le nettoyage de la zone s'étendant de l'ouest de Damas à la frontière libanaise, qui comprend notamment les villes de Madaya, Zabadani, Qara et Yabroud, adossées à la localité libanaise de Ersal. De la sorte, l'insurrection armée ne pourra plus recevoir aucun renfort en hommes ou en armes à partir du Liban, qui a constitué pour elle, ces deux dernières années, une des principales sources en approvisionnement.

La reprise de Khaldiyyé constitue le deuxième succès de taille de l'armée syrienne en deux mois, après la chute, le 5 juin, de Qoussair, près de la frontière libanaise, avec l'aide des combattants du Hezbollah.

Ces développements anéantissent les espoirs de rééquilibrer les rapports de force militaires, un objectif clairement énoncé par les pays occidentaux et les Etats du Golfe qui soutiennent les rebelles.

Pendant ce temps, le massacre par des rebelles de quelque 150 soldats réguliers et civils à Khan al-Assal continue de susciter de vives réactions, surtout que la tuerie a été filmée et postée sur les réseaux sociaux. Cette ville avait été la cible d'une attaque aux armes chimiques attribuée aux rebelles par le régime et la Russie, qui a affirmé avoir transmis des preuves au Conseil de sécurité.

Sur ce plan, l'opposition syrienne a réclamé aux Nations unies de révéler les «détails» de l'accord passé avec Damas pour enquêter sur l'emploi éventuel d'armes chimiques, après la visite de deux envoyés spéciaux des Nations unies en Syrie la semaine dernière. Un communiqué conjoint de l'Onu et du ministère syrien des Affaires étrangères avait indiqué vendredi que les discussions ont été «productives» et «ont mené à un accord sur la façon de poursuivre» l'enquête. Damas avait insisté pour que l'Onu n'enquête qu'à Khan al-Assal.

Al Akhbar

Nasser Charara, journaliste libanais proche du 8-Mars

Lorsque la délégation du Courant du futur, composée de l'ancien Premier ministre Fouad Siniora, des députés Nouhad Machnouk et Ahmad Fatfat et de l'ex-député Ghattas Khoury, s'est rendue à Jeddah pour passer en revue, avec Saad Hariri, les idées et élaborer les positions du Moustaqbal, un haut responsable du 8-Mars a fait le commentaire suivant: «L'important c'est qu'ils parviennent à résoudre leurs différends avant de régler les problèmes du pays. Le problème auquel ils sont confrontés c'est la position de l'Arabie saoudite. Depuis un certains temps, nous avons non pas une seule position du Courant du futur mais plusieurs positions. Il y a des membres du Courant du futur et non pas une prise de position émanant d'un Courant unifié. C'est comme en Arabie, où il y a des politiques et non pas une seule politique».

Parallèlement à la visite de la délégation, le président du Parlement, Nabih Berry, a adressé un message indirect aux personnes réunies à Jeddah, en appelant M. Hariri à rentrer à Beyrouth. «Il peut se porter candidat pour présider le gouvernement, nous sommes prêts à étudier la question», a-t-il dit. Selon des sources du 8-Mars, cette invitation est motivée par la conviction que M. Hariri est désormais «incapable de diriger son parti au Liban par télécommande, d'autant qu'un grand nombre de ses membres font cavalier seul.»

La délégation du Moustaqbal est rentrée à Beyrouth avec, dans sa besace, plusieurs messages politiques. Le plus important est adressé au Premier ministre désigné, Tammam Salam, pour lui dire que «le Courant du futur n'a pas changé d'avis concernant la formation du gouvernement.» En d'autres termes, il souhaite «un cabinet neutre, apolitique, qui resterait en place jusqu'à l'élection présidentielle dans quelques mois». M. Hariri a exposé des constantes qui ont été communiquées à M. Salam: le Courant du futur ne participera pas à un gouvernement comportant un tiers de blocage et la formule Armée-peuple-résistance, «d'autant que le Hezbollah a abandonné l'armée et le peuple et est parti se battre seul en Syrie aux côtés du régime de Bachar al-Assad.» M. Salam a été informé que les discussions de Jeddah sont arrivées à la conclusion que «le Courant du futur n'a plus confiance dans un partenariat gouvernemental avec le Hezbollah».

En outre, M. Hariri a tranché: il ne souhaite pas rentrer au Liban à ce stade, et ne veut pas présider le gouvernement, ni lui personnellement, ni une personnalité de son courant. A son avis, il ne reste que quelques mois jusqu'à l'élection présidentielle et le pays aura un nouveau président de la République. La désignation de M. Salam ne sera automatiquement plus de mise.

M. Hariri a par ailleurs exprimé une série de «non» pendant la réunion de Jeddah. «Non» à la participation au dialogue avant la formation du gouvernement, «non» à la participation aux séances du Parlement à l'ombre d'un gouvernement démissionnaire.

An Nahar

Le président du Parlement, Nabih Berry, a exprimé son mécontentement à cause du torpillage de la séance législative d'aujourd'hui, affirmant que le rendez-vous est maintenu et qu'il sera reporté à une date ultérieure s'il y a défaut de quorum, avec le même ordre du jour. «Le report se poursuit pour la troisième fois, et se poursuivra pour la dixième fois, jusqu'à ce que les choses se débloquent, a-t-il dit. Le Parlement est l'institution-mère et je n'accepte pas que l'on tente de lui définir son rôle ou de lui poser des obstacles».

Le chef du Législatif a ajouté: «Vu que certains n'ont pas confiance dans ce que je dis ou n'apprécient pas les initiatives que je lance, j'ai décidé de ne plus rien faire et de rester les bras croisés.»

M. Berry a indiqué qu'il n'y a rien de nouveau au sujet de la formation du gouvernement, exprimant son attachement à la formation d'un Cabinet d'union nationale, qui fera office de comité de dialogue. Il a réitéré son appel à l'ancien Premier ministre, Saad Hariri, à rentrer au Liban, saluant sa position concernant l'Armée libanaise. M. Berry a précisé dans ce contexte: «Mon appel à M. Hariri n'a pas plu à certains, mais il a au moins réussi à consacrer M. Tammam Salam en tant que Premier ministre désigné pour former le prochain gouvernement, car d'aucuns commençaient à avancer de nouveaux noms pour le remplacer», a-t-il conclu.

ILS ONT DIT...

Mohammad Raad, président du bloc parlementaire du Hezbollah

“Le nouveau cabinet ne verra

le jour que si nous en sommes membres, et cela n'est pas un défi. Tout le monde admet que nous sommes une composante essentielle du peuple libanais. Les alliés et les amis du Hezbollah feront aussi partie du prochain gouvernement. Toute formule tendant à nous exclure est anticonstitutionnelle et ne verra pas le jour. Nous sommes étonnés du refus de certaines parties au Liban de notre participation au gouvernement. La décision de l'Union européenne d'inscrire la Résistance sur sa liste terroriste et ce refus sont-ils une coïncidence? Cette décision est un message terroriste. Il ne s'agit pas d'un message politique car ils veulent terroriser notre peuple et insulter les Libanais et la résistance. Les Européens sont désespérés et ne savent plus comment retenir la Résistance. Le Hezbollah a étudié toutes les possibilités. Ils ne réussiront pas à nous vaincre. Une nouvelle consigne s'applique désormais pour le parti: Je résiste, donc je suis.

Marwan Charbel, ministre libanais de l'Intérieur

“Les pays européens ont

toujours été favorable à la stabilité du Liban. L'inscription du Hezbollah sur la liste terroriste conduit-elle à cette décision? Le Hezbollah est un parti de résistance, il n'est pas acceptable de parler d'une aile militaire du parti. Le Hezbollah est un parti politique libanais reconnu officiellement. Il a des députés et des ministres qui travaillent sous sa bannière. La stabilité dans le pays pourrait être affectée à la suite de la décision de l'UE. Ce n'est pas le bon moment pour le Hezbollah d'être accusé de cette manière, parce que la situation sécuritaire est instable et a besoin de soins intensifs.

Fermeture des commerces illégaux des Syriens

Le quotidien *An Nahar* a rapporté que les établissements commerciaux ouverts illégalement par des Syriens seront fermés d'ici le 15 août s'ils n'obtiennent pas les permis requis. «Dans une tentative de mettre un terme à la concurrence illégale, les établissements commerciaux illégaux dans la Békaa seront fermés s'ils n'obtiennent pas les permis nécessaires», a affirmé le journal, ajoutant que «les mesures prises dans la Békaa seront appliquées dans d'autres régions du pays». Le ministre de l'Économie et du Commerce, Nicolas Nahas, avait indiqué la semaine dernière que la fermeture des établissements commerciaux ouverts illégalement par des Syriens dans la Békaa débutera lundi.

Discours de Saad Hariri vendredi prochain

L'ancien Premier ministre et chef du Courant du Futur, Saad Hariri, devrait faire un discours télévisé vendredi axé sur la situation locale et régionale, ont rapporté plusieurs médias. L'intervention de M. Hariri aura lieu à l'occasion de plusieurs ifars de son mouvement donnés à Beyrouth, Tripoli, Saïda et plusieurs autres régions du Liban. L'ancien Premier ministre devrait notamment aborder la situation en Syrie et l'inscription de la branche armée du Hezbollah sur la liste terroriste de l'Union européenne.

Dix "terroristes" tués dans le Sinaï par l'armée

Les forces de sécurité égyptiennes ont tué dix "terroristes" armés et en ont capturé vingt autres dans la péninsule du Sinaï au cours des dernières quarante-huit heures, a indiqué dimanche l'agence de presse officielle Mena, citant une source de sécurité.

L'Orient-Le Jour

Pour le ministre sortant des Affaires étrangères Adnane Mansour, c'est «après que certains hommes politiques eurent attaqué la résistance et demandé, dans des capitales européennes, son désarmement, que l'Union européenne a accéléré sa décision de placer la branche armée du Hezbollah sur sa liste noire».

Interrogé par la chaîne de télévision du Hezbollah, al-Manar, M. Mansour a estimé que cette décision «n'a pas été surprenante, mais tout ce qu'elle a généré comme mouvements reste sujet à bon nombre de points d'interrogation: c'est la résistance qui est visée», a-t-il martelé.

«De très grosses pressions ont été exercées sur les États européens pour que cette décision voit le jour. L'UE ne s'est pas basée sur des questions sécuritaires, son but était éminemment politique», a encore jugé le ministre sortant, précisant que la bataille de Qousseir «a accéléré la prise de décision».

Elnashra.com (Site d'information libanais indépendant)

Le ministre de l'Agriculture dans le gouvernement démissionnaire, Hussein Hajj Hassan, a reçu ce lundi la chef de la Délégation de l'Union européenne, Mme Angelina Eichhorst, à son bureau au ministère. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des rencontres effectuées par la diplomate avec des responsables du Hezbollah. Vendredi, elle s'était entretenue avec le responsable des relations internationales, l'ancien député Ammar Moussaoui et le ministre du développement administratif, Mohammad Fneich. Ces rencontres interviennent après la décision de l'UE d'inscrire la «branche armée» du parti sur sa liste des organisations terroristes.

An Nahar

Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, doit prononcer, vendredi 2 août, un discours retransmis sur écran dans le cadre de la cérémonie organisée par le parti à l'occasion de la Journée mondiale al-Qods, qui coïncide, tous les ans, avec le dernier vendredi du mois du ramadan.

Des sources bien informées indiquent que sayyed Nasrallah axera son intervention sur les questions palestinienne et syrienne. Il avait évoqué le dossier libanais lors de ses deux derniers discours.

Des représentants du mouvement palestinien Hamas devraient assister à ce discours, après s'être absentés de la cérémonie organisée l'année dernière.

Al Joumhouria

Des observateurs ont révélé que le cheikh Othman Hneiné a commencé à réorganiser les rangs des partisans du cheikh Ahmad al-Assir à travers la prière des Tarawih, après la rupture du jeûne. Dans ses prêches, il assure qu'il poursuivrait le parcours d'Assir, utilisant les mêmes expressions que le cheikh en fuite concernant son soutien à la révolution syrienne et son hostilité au régime syrien, à l'Iran et au Hezbollah. Les mêmes sources indiquent que la mosquée Bilal Ben Rabah connaît tous les soirs une forte affluence des partisans d'Assir, qui viennent pour prier et pour écouter le discours de cheikh Hneiné.

Par ailleurs, des sources informées ont indiqué que les services de sécurité ont à nouveau arrêté certains partisans d'Assir pour les interroger au sujet de sa cachette après les aveux de son garde du corps Ali Abdel Wahed et des rumeurs sur sa présence dans le quartier de Tawarek, dans le camp d'Aïn el-Héloué. L'adjoint d'Assir, l'ancien chanteur Fadel Chaker, a été aperçu en train de se promener dans ce quartier à plusieurs reprises, tandis que des sources palestiniennes ont confirmé la présence du cheikh dans la région.